



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DE L'ÉNERGIE

Conseil général de l'Environnement
et du Développement durable

Paris, le 28 juin 2012

3ème Section
Aménagement durable des Territoires

Collège paysage, espaces protégés
et patrimoine

Bertrand Creuchet
Inspecteur général de l'administration du développement durable
Jean-Luc Cabrit
Chargé de mission d'inspection

Affaire suivie par : Bertrand Creuchet
bertrand.creuchet@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 03 80 29 44 62 – Fax : 03 80 29 42 57

RAPPORT DE VISITE

**à la Direction de l'Habitat, de
l'Urbanisme
et des Paysages,
A l'attention de Mme la sous-directrice
de la qualité du cadre de vie**

Objet : Projet de classement de la chaîne des terrils (Nord et Pas-de-Calais)
visite du 26 mars 2012

Vous avez sollicité le Conseil général de l'Environnement et du Développement durable pour effectuer une mission d'expertise dans la région Nord-Pas-de-Calais, afin de visiter les lieux et de donner un avis sur le projet de classement de la « chaîne des terrils », dans le bassin minier, au titre des articles L.341-1 et suivants du code de l'environnement.

Ce projet accompagne la candidature présentée par l'État auprès de l'Unesco, pour son inscription au patrimoine mondial au titre de « paysage culturel évolutif ». L'obtention du label est en effet conditionnée à un plan de gestion garantissant la pérennité et la bonne gestion du Bien. Sur ce vaste territoire de plus de cent kilomètres de long, ce plan devra s'appuyer à la fois sur la réglementation, la planification et la contractualisation. Une protection des paysages suivant le droit français est à cet égard indispensable, bien qu'elle ne constitue qu'une partie des outils mis en œuvre. Il importe que l'Etat français puisse montrer que les procédures de protection sont engagées.

Nous nous sommes rendus sur place le mardi 27 mars dernier et avons, avant de visiter quelques secteurs du territoire concerné par le projet de classement, fait le point du dossier lors d'une réunion de travail, dans les locaux de la Mission Bassin Minier. Outre les représentants de la DREAL, Coralie MOULIN et Hervé LEFORT, inspecteurs des sites, étaient présents : la DRAC ; la Mission Bassin Minier, menée par Catherine BERTRAM, directrice ; l'association BMU (Bassin minier uni), conduite par Catherine O'MIEL, directrice ; le centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) - chaîne des terrils, représenté par Frédéric KOWALSKI ; des agents du Conseil général du Nord et du syndicat Eden 62, en charge notamment de la gestion écologique des terrils.



L'Unesco a d'ores et déjà fait procéder aux expertises de la candidature par l'ICOMOS : la dernière est en cours, suite au dépôt du dossier début 2010 par l'association BMU. La proposition faite par l'expert Sephen HUGHES en septembre de la même année porte sur plus de 4000 hectares de « paysage culturel évolutif ». La décision définitive sur cette inscription sera prise à la réunion du comité du Patrimoine mondial de l'Unesco au mois de juin à Saint-Pétersbourg.

Des classements des installations minières et des anciennes cités de mineurs sont déjà intervenus au titre des monuments historiques : dans un premier temps en 1991, pour des chevalements et deux grands sites de production, puis en 2009, pour une importante série de 69 éléments : cités ouvrières, sites et bâtiments miniers, bâtiments publics liés à la mine (écoles, églises, équipements sociaux, monuments aux morts, etc.) Une démarche parallèle d'identification d'une « trame verte et bleue » est en cours. D'autres outils sont envisagés (AVAP notamment). Pour ce qui est de la protection au titre des articles L.341-1 et suivants du code de l'environnement, un seul site minier est actuellement inscrit (le terril d'Haveluy -1988).

Le projet est de classer une première tranche de 85 terrils (la « chaîne des terrils ») dont la propriété est publique. Il s'agit selon l'étude de « protéger l'ensemble des terrils inclus dans le périmètre du Bien, ainsi que la partie la plus significative de ceux présents dans la zone tampon et [même hors zone tampon]».

Une seconde phase est prévue, les « paysages miniers du Nord-Pas-de-Calais », plus longue et complexe à mettre en œuvre. Elle est encore à préciser et a pour périmètre d'investigation l'ensemble du Bien et de la zone tampon. Elle comporterait des paysages qui s'organisent autour d'éléments patrimoniaux « néonaturels », sur 4 entités distinctes : le long du cavalier Somain-Peruwelz dans le Valenciennois, au fil de l'eau dans le Douaisis, aux alentours de Lens et du Louvre-Lens ; dans le bassin béthunois et bruaisien. Elle comprendrait en particulier le réseau des cavaliers (anciennes voies ferrées), et des éléments « naturels et néo-naturels liés à l'exploitation minière (bassins d'affaissement, friches industrielles requalifiées)».

La mise au point technique du dossier de classement a été confiée à la Mission Bassin Minier par la DREAL.

Il faut s'arrêter un instant sur la complexité de l'articulation entre le périmètre proposé à l'inscription Unesco (le Bien), sa zone tampon, les 2 tranches de classement, les protections culture (MH et AVAP), et les protections biodiversité.

Ainsi le Bien comporte, sur 120 km d'est en ouest et 12km du nord au sud, à cheval sur les départements du Nord et du Pas-de-Calais, une série de secteurs disjoints (une centaine) dont le contenu est variable : cités minières, zones boisées, zones agricoles, marécageuses ou lacustres, cavaliers, et, bien sûr, sites miniers et terrils. La zone tampon (cinq ou six secteurs, englobant les précédents) comporte les mêmes types d'éléments, avec des proportions différentes, dont les intérêts patrimoniaux sont moindres ou moins représentatifs du point de vue de l'Unesco.

Il faudra donc s'assurer que l'ensemble du Bien est, au mieux, couvert par les sites classés ou par d'autres protections, ou, au moins, géré dans un souci de conservation pour les secteurs non protégés. Il faudra également s'assurer que chaque outil de protection est le mieux adapté à son contexte : on voit mal le classement gérer efficacement les cités minières, nombreuses dans le Bien, ni régler les problèmes d'érosion ou d'enfrichement des terrils sans le secours d'outils spécifiques complémentaires.



Revenons à la première tranche de classement. Elle comporte 85 terrils appartenant à des propriétaires publics ou en passe de l'être. Mais ces terrils, qui constituent la « chaîne », ne sont que 51 sur le Bien, 12 sur la zone tampon, et une vingtaine hors zone tampon. On le voit, ce qui l'emporte, ce n'est pas l'appartenance ou non au Bien, mais la logique d'ensemble, représentant une entité géographique visible, série d'émergences sur le paysage agri-urbain quasi plat du bassin, représentatives de l'évolution des techniques de stockage et dont la taille et la morphologie se sont adaptées aux paysages initiaux qui les ont accueillies. Il faut s'assurer de la cohérence de ce premier site. Or il faut bien reconnaître que, séparée de l'outil de production et de transport qui l'a générée, cette chaîne n'est que partiellement représentative de l'histoire de l'exploitation minière du bassin. Il faudra attendre la deuxième tranche pour donner à ce classement tout son sens.

Pour compenser cette insuffisance de la première tranche, dont l'intérêt vient de la possibilité de la classer rapidement compte-tenu de l'accord attendu des propriétaires publics, l'accent est mis par l'étude sur l'unicité paysagère en tant que « chaîne », comme on parle d'une chaîne de montagne. *L'argument est fondé : compte tenu de l'absence de relief des paysages locaux, cette série d'émergences se perçoit bien comme une chaîne, (nous en avons fait l'expérience au sommet des terrils jumeaux 11/19 de Lens), d'abord visuellement, mais aussi intellectuellement, comme témoins spectaculaires provenant de l'activité humaine dans le sous-sol. Le critère pittoresque vient donc au premier plan pour justifier la perception d'une chaîne, au moins autant que le critère historique.*

La question est donc de savoir si cette série d'émergences ponctuelles, reliées visuellement et conceptuellement, peut constituer un ensemble cohérent, dont l'intérêt réside dans la totalité et non dans chaque élément pris individuellement, ou s'il faut au contraire rechercher cet ensemble paysager cohérent dans le périmètre de chacun des terrils proposés au classement. Il n'est pas sûr que l'on y parvienne pour l'ensemble des terrils.

Par ailleurs, la délimitation du site s'appuyant sur le cadastre, il faudra de toute manière ancrer chaque terril sur le parcellaire qui l'enveloppe. A défaut de parvenir à un ensemble paysager individuellement cohérent, le mieux serait d'agréger le maximum de propriétés publiques autour de chacun, en montrant la complémentarité avec d'éventuelles protections contiguës (au titre des monuments historiques, par exemple).



Naoya Hatakeyama - « Terrils » - 2011

<http://lalettredephotographie.com/fullscreen/4795>



La DREAL, comptant, on l'a vu, sur l'accord des propriétaires publics, estime que le classement pourrait intervenir par arrêté, l'avis du Conseil d'Etat n'étant dans ce cas pas obligatoire : *à cette position, nous préférons celle qui consiste à recueillir l'avis de la Haute Assemblée, compte tenu de l'ampleur du projet de classement et ses conséquences pour la société.* Parmi les effets d'un classement, figurerait immanquablement l'impossibilité de l'exploitation des terrils comme ressource de matériau, tandis que les terrils exploités actuellement à cette fin sont proches d'être épuisés.

Nous avons visité les terrils suivants qui seraient intégrés dans le classement de première tranche :

- Le terril de la Mare à Goriaux (T171, Wallers et Raimés, Nord) :

ce terril est en fait un talus allongé, formant un plateau de plus d'1,5 kilomètre. Il a été érigé comme une digue destinée à protéger la voie ferrée Douai-Valenciennes des débordements de la mare à Goriaux. Le terril est entièrement colonisé par le bouleau. Il intègre des ZNIEFF de type I et II, a été classé en ZICO et en Natura 2000.

La mare à Goriaux appartenant à l'Etat et gérée par l'ONF devrait être intégrée au classement : le terril, avec ce plan d'eau, reconstitue globalement un paysage d'aspect naturel de qualité et il serait illogique de ne pas protéger l'ensemble.

- Le terril Germignies Nord (T143a, Flines les Raches et Marchiennes, Nord) :

ce terril développe un plateau en forme de trèfle. Il était autrefois lié au terril sud par un pont au dessus du canal dont il ne subsiste que la culée sud. Le plateau est colonisé par les bouleaux mais ils ont été contenus pour maintenir certains espaces ouverts en pelouse. Quelques mares ont été créées par l'installation de bâches étanches : elles sont colonisées par la végétation aquatique. Diverses espèces d'amphibiens sont présentes et protégées. La gestion est assurée par le Conseil Général du Nord, propriétaire, au titre de la politique des espaces naturels sensibles.

Les terrains en périphérie, y compris le plan d'eau d'effondrement, devraient être autant que possible présentés au classement simultanément. A priori, le parcellaire devrait permettre la prise en compte de ces espaces, le terril ne semblant pas a priori constituer une parcelle particulière. On peut par ailleurs suggérer d'utiliser d'autres moyens que les membranes étanches pour créer des zones humides ...

- Le terril des Pinchonvalles (T 075, Avion et Liévin, Pas-de-Calais) :

le terril de Pinchonvalles est un plateau allongé d'une longueur de 1500 mètres environ : le département du Pas de Calais en est propriétaire et l'a ouvert au public. La gestion est assurée par Eden 62 (Espaces Départementaux Naturels du Pas-de-Calais), syndicat mixte créé par le Département, qui assure la mise en œuvre d'actions de gestion, de valorisation et d'animation des espaces sensibles : une signalétique, des barrières ont été installées. Comme les précédents, il a été colonisé par les bouleaux, hormis quelques clairières. Des mares ont été aménagées par la pose de membranes étanches ou d'autres techniques mais ne sont pas encore colonisées.

C'est un site intéressant comme les précédents : les terrains riverains devraient être autant que possible intégrés au classement et en particulier l'ancien cavalier qui est propriété du département. Même remarque que précédemment au sujet des membranes étanches.



-Les terrils 11/19 de Lens (T074, Lens Est ; T074a, Lens ouest ; T074b, Lens nouveau – commune de Loos en Gohelle, Pas-de-Calais) :

pour les terrils Est et Ouest, qui culminent à presque 190 mètres d'altitude, il s'agit de deux terrils jumeaux de schiste noir, coniques, et de fait non végétalisés. Le terril « nouveau » est lui un plateau dont la particularité est de comprendre un bassin « à schlamms » servant à décanter les eaux boueuses. Ils sont la propriété du département et gérés par Eden 62. L'histoire de leur constitution est plus lisible que les précédents (alimentation par *skip* (benne) sur une rampe) et la vue dégagée permet de visualiser les anciennes installations, quelques cités minières de différentes époques et, par temps dégagé, une bonne partie de la chaîne des terrils.

Le caractère pittoresque, encore différent des autres terrils visités, est indéniable. La lisibilité des modalités de constitution apporte de plus un caractère historique et comme pour les autres terrils visités, quelques terrains constituant la base devraient être insérés dans le périmètre à classer.

En conclusion, l'inspection émet un avis favorable de principe au projet de classement de la première tranche. D'autres visites seront nécessaires, afin de voir d'autres terrils et mieux connaître ce site qui est très vaste, mais aussi de faire le point de l'avancement du périmètre sur le plan parcellaire, élargi le plus systématiquement possible au-delà de l'emprise de chaque terril comme demandé lors de la visite. A cet égard les remarques faites ci-dessus pour chacun des terrils visités sont à prendre en compte et adapter pour l'ensemble des 85 terrils.

Par ailleurs, l'inspection suggère de consulter le Conseil d'Etat compte tenu des enjeux et des contraintes locales de ce classement ambitieux.



Jean-Luc Cabrit



Bertrand Creuchet

